

## Préalable au débat exprimé par les enseignants

### Participation sans illusions

Nous nous interrogeons sur les objectifs de ce grand débat. Comment croire qu'il est vraiment question de chercher ensemble des solutions pour améliorer l'efficacité de notre système scolaire alors que nous subissons depuis plus d'un an une nette dégradation de nos conditions de travail, dégradation en partie due aux coupes sombres dans le budget de l'éducation nationale. Ses coupes sombres sont sans équivoque et viennent contredire l'ambition affichée par la mise en chantier de ce débat. D'ailleurs dans les questions proposées au débat, avec beaucoup de cynisme on nous demande de réfléchir à la façon d'utiliser au mieux les moyens dont l'école dispose. Cela a le mérite d'être clair, il n'est pas question d'augmenter ces moyens, **mais plutôt de faire mieux avec moins**. Les problèmes liés à des enfants sans repères et sans soutien familial se multipliant, il nous apparaît bien présomptueux de prétendre trouver des solutions et notamment augmenter l'égalité des chances sans créer des postes d'assistants sociaux, de psychologues et de médecins scolaires ou encore sans recourir à la création d'enseignements adaptés.

Enfin plutôt que de demander à l'école de palier les problèmes sociaux ne vaudrait il pas mieux s'attaquer à la racine du mal ? Dans une société qui va mal quel avenir pour l'école ?

Toutefois nous tenons à montrer que nous jugeons utile de profiter de ce débat pour discuter avec les partenaires locaux, parents et toute personne intéressée, de l'école telle que nous la concevons. Nous voulons exprimer par notre participation notre attachement au système scolaire français, à ce modèle républicain. Nous sommes prêts à contribuer à son perfectionnement mais nous pensons que cette entreprise n'est pas compatible avec les mesures prises ou annoncées sous le ministère de Messieurs Ferry et Darcos : Suppression des MI-SE, des postes d'aide éducateurs, transfert des personnels ATOSS ...

En outre, il nous semble que ce débat est faussement démocratique

Quelle synthèse pouvons nous espérer de ces multiples consultations ?

Comment vérifier que les conclusions qui en découleront seront bien le reflet de ce qui s'est dit dans les débats et dès lors comment ne pas soupçonner le ministère de vouloir légitimer des décisions prises bien avant cette grande consultation ?

## Synthèse

**Le premier débat** a réuni 25 personnes plus l'animateur.

En préalable au débat, il a été demandé aux participants respect mutuel , écoute et rigueur argumentaire .

Le personnel enseignant a lu un communiqué que nous publions en intégralité, tant son contenu semble peser sur le déroulement des débats actuels.

Quatre questions avaient été retenues pour ce premier débat :

6. Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

8. Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

13. Comment prendre en charges les élèves en grande difficulté ?

15. Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Les quatre sujets risquant de mener à un faisceau commun d'interventions, il a semblé judicieux de les traiter communément.

Toutefois, le débat s'est effectivement scindé en deux temps :

- L'hétérogénéité des classes.
- L'incivilité.

Les interventions n'ont pas permis d'établir de lien explicite entre ces deux parties.

D'une manière générale, du fait d'une certaine retenue, voire d'un certain scepticisme des participants et de la formulation même des questions :

- Les interventions sont restées consensuelles quant au constat.
- Bien que ce constat ne donne pas satisfaction, l'assemblée n'a pu dégager des propositions collectives.

De plus, peu de parents s'étaient déplacés, diminuant de fait l'éventail des échanges.

Il semble impossible de dissocier les interventions concernant les questions 6 et 13.

En voici le compte rendu commun.

6,13)

### **Le modèle proposé par l'école paraît antinomique avec le modèle des élèves actuels :**

-Le monde social semble jouer un rôle négatif sur le rapport au travail scolaire.

-Les capacités et des savoirs développés à l'extérieur par les élèves sont supérieurs à leurs aînés, mais ne sont pas reconnus par les programmes.

### **Les élèves arrivent avec des écarts très importants et des lacunes :**

- Ils ne savent pas apprendre par cœur et n'ont pas l'habitude des devoirs à la maison.
  - Les exigences et les méthodes divergent d'une école primaire à l'autre.
  - Il apparaît nécessaire que les problèmes soient gérés dès l'école primaire. Mais là encore, les enseignants se retrouvent seuls devant les difficultés avec un réseau d'aide saturé. Le jeune âge des élèves et la structure classe facilite toutefois la gestion des problèmes.
- Ni les classes dites de perfectionnement, ni les CLAD n'ont à priori apporté entière satisfaction.
- Trop d'écart entre les élèves décourage tout travail en commun.
  - Il est difficile de valoriser l'échec.

### **Peu de structures parallèles existent (SEEGPA, EREA, etc) :**

- Elles s'adressent aux enfants en très grande difficulté, sont en nombre décroissant, loin du domicile et impose l'internat aux jeunes.
- L'abandon fin des 4ème techno impose de rester au collège plus longtemps.
- Des élèves sont uniquement ici pour terminer leur scolarité. Ils sont déjà en situation d'échec en 6.

### **De ce constat, les questions suivantes se sont posées:**

N'y a-t-il pas violence mentale à ne pas considérer et évaluer les vraies capacités des élèves.

Ne fait-on pas du travail uniquement répressif avec les élèves en difficultés ?

Comment constituer une culture commune et donner les moyens de la constituer ?

Que faire au collège si on n'a pas les bases en lecture ?

Et plus fondamentalement :

Faut-il remettre en cause le collège unique ou se demander quelle politique éducative mettre en place pour aider les élèves en difficulté à progresser ?

## **Les solutions proposées sont de deux types et semblent diviser les intervenants:**

-**Un chemin adapté à l'intérieur de l'établissement** : par exemple développer ce qui a été fait avec les 3<sup>è</sup> à orientation BEP-CAP, dans un contexte constructif, avec des professeurs et des élèves volontaires. Qu'il s'agisse ici d'un choix. Ceci a existé avec des effectifs réduits et les résultats étaient positifs. Mais cela ne s'adresserait ni aux 6<sup>è</sup>, ni aux 5<sup>è</sup>.

On peut s'appuyer sur ce qui s'est fait ailleurs. Pour exemple, un dispositif mis en place pour des primo-arrivants, tantôt dans la classe, tantôt en dehors, avec un professeur supplémentaire pour quatre sixièmes.

### **-Des solutions hors établissement.**

Les MFR et petits établissements agricoles réussissent assez bien leur mission de réconciliation avec l'école, mais la plupart sont privés. L'enseignement public pourrait développer de telles structures si les moyens lui en étaient donnés.

8 )

Les programmes apparaissent comme énormes et les élèves apprennent plus des contenus oubliés rapidement que de la méthode durable :

- Les programmes s'adressent à une élite qui empile les connaissances et ne construisent pas des individus critiques et réfléchis. Et pourtant, il apparaît que les critères de recrutement dans les entreprises sont plus d'ordre humain et social que basés sur le niveau de connaissances.

-L'école se focalise plus sur les programmes que sur des objectifs à atteindre.

-Le décalage paraît évident entre ce qui est proposé en classe et le niveau des élèves par rapport à ce contenu. . Il s'établit de fait une rupture complète avec les parents des élèves en difficultés.

-Les élèves sont mis en difficultés par les contenus trop ambitieux dont la difficulté s'accroît avec le temps.

- On dénonce une hypocrisie de la hiérarchie qui tendrait à faire croire qu'il est possible de faire les programmes en entier.

Certains professeurs décident d'ailleurs de ne pas finir le programme

- Le programme de grammaire-conjugaison du primaire englobe tout et est répété chaque année au collège.

-Il y a pourtant nécessité de traiter les contenus dans l'ordre. Et de répéter régulièrement les choses.

**Devant la forte hétérogénéité des élèves, certaines organisations mises en place à l'intérieur des établissements sont plus le fruit d'un « bricolage »** mis en place par le principal, qu'une organisation reconnue au niveau académique et accompagnée des moyens nécessaires.

Inventer est difficile quand on est préoccupé constamment à trouver des solutions pour le très court terme et quand on est plongé dans la gestion quotidienne.

Bien que les méthodes différentes s'enrichissent et ne sont pas forcément en opposition il est difficile de trouver des solutions communes.

**Mais du côté des élèves** comment être motivé quand on subit passivement et que les notes restent basses.

Comment s'approprier la méthode des profs quand on ne les connaît pas? Le relais à la maison est difficile car les parents ne connaissent pas la méthodologie.

Quelques pistes de réflexion ont été proposées :

- Etablir un programme commun, puis offrir un éventail supplémentaire de compétences adaptées au niveau de l'élève.

- Proposer un certain nombre d'unités de valeur pour fabriquer un cursus.

- On peut mettre en place des structures avec des contenus spécifiques pour des profils spécifiques. Là encore, ceci se fera avec des moyens adéquats.

- Provoquer des réunions parents professeurs pour expliquer les méthodes de travail, préciser le vocabulaire utilisé, définir l'organisation dans le travail, comment apprendre. Les programmes doivent intégrer la lisibilité des méthodes.

13)

Les aspects de cette question ont été plus développés dans les points précédents.

La demande de prise en compte collective des élèves en difficulté et les méthodes appropriées (tutorat, individualisation) n'ont pas été développées, tant chacun semble résigné au rôle sélectif de l'école et à la réussite individuelle.

15 )

La perception des parents, des éducateurs sociaux et des professeurs diverge. Et il y a difficulté à accepter la vision « extérieure ».

Plusieurs aspects spécifiques ont été abordé:

-Le mal être s'exprime plus fortement au collège avec le passage à l'adolescence et ne touche pas uniquement les élèves en difficultés ou en échec. Il se justifie parfois par un échec social et familial.

-Les adolescents demandent à être reconnu comme personne. Force est de reconnaître que le statut de l'enfant a évolué au sein de la société. L'élève est une personne avec ses devoirs et ses droits

-La place de chacun, professeur et élève est en constante redéfinition. Les droits des élèves bien que connus, d'eux-mêmes, restent incertains et sont définis par les professeurs dans le cadre unique de la relation à l'adulte. On ne se pose pas la question du non-respect des règles par les élèves à partir du moment où leur droit au savoir n'est pas respecté par l'institution.

-Le clivage adulte-enseignant devient insurmontable et insupportable. Les adultes vivent mal la familiarité et la spontanéité des jeunes.

Confronté à ces données multiples, l'adulte est seul en classe et au groupe, et peut difficilement se préoccuper de l'individu.

Pourtant beaucoup de temps est pris en classe pour régler les conflits.

Les jeunes souhaitent des règles fermes et des adultes sévères, ne serait-ce que pour tester ces mêmes règles et provoquer l'adulte.

Les adultes rappellent unanimement l'importance des règles, et leur respect quand l'école reste pour certains jeunes le seul lieu où elles sont incontournables.

Les parents se demandent si tout n'est –il pas affaire d'explication ; de justification. Et il semble que l'incompréhension ne génère un sentiment d'injustice ? La punition collective (d'ailleurs interdite) est mal vécue.

Devant le non-respect des règles, punir est –il la solution ?

Ne peut-on trouver des solutions adaptées, encore une fois, face aux quelques élèves perturbateurs.

Il a été demandé par les parents la participation de tous les partenaires dans l'élaboration du règlement intérieur, la définition d'une charte ou contrat.

**Le deuxième débat**, qui s'est déroulé en soirée, le 6 janvier a attiré uniquement une quinzaine de participants, pour moitié des enseignants, moitié des parents. Les enseignants étaient déjà présents au premier débat. Par contre, les parents, pour la plupart n'y avaient pas participé.

Une rapide synthèse de cette première réunion a donc été faite, mais celle-ci n'a pu empêcher de fréquents écarts vers les points déjà débattus. Ce qui était inévitable, tant les liens entre les sujets sont étroits. Toutefois, le débat ne s'est pas cantonné au constat et les réflexions ont été plus approfondies que lors de la première réunion.

Les thèmes abordés étaient :

12. Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

10. Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Enfin les participants étaient invités à réfléchir sur les trois priorités de l'école ?

12)

**Il apparaît, au travers de ce qui s'est dit, impossible de résoudre les problèmes** énoncés tant que l'école continuera à jouer ainsi le rôle volontairement sélectif qui est le sien actuellement.

Et le débat s'est souvent retrouvé sur d'autres points dont le contenu paraissait responsable du problème posé : programme, contenu unique, etc...

Ceci étant dit, les constats mis en lumière, au travers de ce débat, ont permis de définir plus précisément ce qui empêchait d'aider les élèves en difficulté.

D'un côté, les parents présents (dont les enfants réussissent plutôt bien) expliquent le nécessaire soutien et la présence dont ils font preuve avec leur enfant. Ils parlent de « goût de l'effort » et considèrent l'environnement du « tout facile, tout rentable » comme responsable de l'échec.

De l'autre côté, les professeurs, conviennent que les rencontres parents professeurs permettent d'établir le contact. Les parents sont reçus, si besoin est, en dehors de ces rencontres. Toutefois, la rencontre avec les parents des élèves en grande difficulté, dans ce cadre précis, ne se fait pas.

Plusieurs raisons sont avancées :

-l'école ne peut obliger les parents à jouer leur rôle.

-les parents concernés étaient, eux aussi, en échec, et vivent les convocations comme une torture.

De plus, la plupart des parents ne possèdent pas les clés qui leur permettent de comprendre ce que l'école attend de leurs enfants.

Les contenus d'enseignements, de plus en plus théoriques, ne permettent plus aux parents d'apporter une aide au travail le soir.

Pourtant, les professeurs continuent de donner ce travail, demandé par les programmes, tout en ne se faisant pas d'illusion sur ce qu'il se passe à la maison.

Les parents envisagent l'aide qui peut être apporté en dehors de l'école : pendant les vacances, le soir...

Nous sommes confrontés à des blocages multiples qui ne peuvent être surmontés à l'intérieur de l'école :

- L'étude du soir, à l'école primaire n'a pas fait ses preuves car elle reste une continuité stricte du travail de la journée.

-Le travail avec les jeunes en difficulté est un travail spécifique. Certaines situations échappent aux solutions classiques.

-L'éducation des enfants, l'apprentissage des contraintes, le rythme de vie, ne peuvent être améliorés que si on travaille sur du long terme avec les parents.

Pour tout cela, des dispositifs particuliers, basés sur des contenus concrets et éducatifs, devraient être mis en œuvre.

10)

Les parents sont partagés sur le sujet.

Certains trouvent l'école trop éloignée de la vie professionnelle. D'autres préfèrent qu'elle garde sa particularité à l'écart du monde du travail.

Les supports existants de l'orientation au collège d'Allevard, ont été examinés.

-**Le stage en entreprise** qui constitue une première approche et ne saurait être déterminant pour l'avenir. Et la demande d'un second stage pour certains, a été formulée.

-**La commission d'orientation**, qui laisse l'élève s'exprimer sur ses choix, se doit d'ouvrir des portes, plutôt que de placer d'emblée, des jeunes souvent sans idée sur leur avenir, sur une voie déterminée.

-**Le forum des métiers**, pas assez préparé, reste pour la plupart des élèves apparenté en une déambulation rapide et stérile.

Des parcours à thème pourraient permettre de s'approprier plus d'informations.

**-Les journées portes ouvertes** des lycées professionnels, intéressantes, mais qui nécessitent en amont, dès Mars, une idée déjà précise d'orientation.

Ensuite et surtout, on constate que dans un système qui sanctionne l'échec, l'orientation par défaut prime. Ceux dont les notes le permettent sont encouragés à continuer en seconde générale et tous les élèves sont incités à y arriver par un travail quotidien accentué. De fait valoriser l'orientation en dehors des filières générales constitue un vœu pieux car il est synonyme d'échec.

Pourtant, il y aurait tout à gagner à ne pas orienter par l'échec, informer des passerelles existantes entre les filières, travailler avec des partenaires dont le souci soit la formation des jeunes (ONF,santé...)

Il est difficilement tenu compte des compétences de chacun et le stage reste le seul moment, pour les élèves « désorientés » pour prendre conscience de ces compétences.

Le dispositif en place ne paraît donc suffisant, faute d'orienteurs en nombre suffisant , d'une information à l'impact limité, de la difficulté à prendre sur le temps de classe pour plus profondément traiter le problème.

### **En conclusion :**

Concernant les trois priorités pour l'école, nous avons invité chaque participant à énoncer ses priorités. Il paraît intéressant d'en dresser ici le catalogue :

-apprendre le respect mutuel, devenir citoyen.

-développer le goût et la curiosité pour être en état d'apprendre.

-développer l'esprit critique pour se forger sa propre opinion.

-diversifier l'apprentissage, développer les aspects manuels, se rapprocher des préoccupations des jeunes.

-respecter les potentialités individuelles.

-aider à construire positivement l'avenir.

Le développement de toutes ces propositions personnelles a débouché sur des priorités plus globales, mais qui sont déterminantes quant à l'avenir du système éducatif.

Là- dessus les positions divergent, suivant la place qu'on occupe dans l'échiquier social.

Pour certains, elle doit s'adapter au rythme actuel de la société, tant en terme de rythme horaire, qu'en terme de besoins économiques.

Pour d'autres, acteurs du système en l'occurrence, l'école, tout en restant ancrée dans la réalité économique (diversification des formations), doit garder sa place à part, protégée en quelque sorte, dans le fonctionnement de la société.

**Pour cela, tout doit être mis en œuvre pour qu'elle puisse continuer à jouer son rôle de lien social et que cette tâche ne paraisse plus insurmontable pour les enseignants.**

**En cela, il faudra sûrement repenser les rythmes et les contenus scolaires, non plus comme des adaptations à la vie économique, mais comme gestion performante du temps d'apprentissage.**

Les débats actuels ont certainement permis de faire un pas dans la réflexion locale là-dessus et chacun apprécie. Mais pour tous il apparaît à présent, que les conditions générales dans lesquels il se sont déroulés (manque de préparation et de temps donné, suivi aléatoire des synthèses) n'augurent pas d'une réforme ambitieuse allant dans le sens de notre conclusion.